

INTERVIEW DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LA GRÈCE ET LA ZONE EURO, À PARIS LE 22 JUIN 2015.

22 JUNE 2015 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Journaliste : Est-ce qu'un accord est possible pour la Grèce, et quel type d'accord ?

LE PRÉSIDENT : La France veut utiliser la journée proposée, puisqu'il y a des discussions, pour qu'un accord puisse être trouvé. Parce que s'il devait être reporté ce serait un signe d'inquiétude supplémentaire. Et donc nous devons tout faire pour que les institutions

-Commission, Banque centrale, FMI- travaillent avec le gouvernement grec. Le gouvernement grec lui-même, a fait des propositions. Alors faisons en sorte que le Conseil de la zone euro ce soir, ce sera la position de la France, puisse avancer le plus loin possible vers un accord. J'ai dit le plus loin possible.

Journaliste : C'est possible dès ce soir, vous êtes optimiste ?

LE PRÉSIDENT : J'ai dit le plus loin possible, dès ce soir. Si nous pouvons conclure ce soir, c'est mieux. Sinon, il faudra que les bases d'un accord soit posées ce soir, pour qu'il puisse être obtenu dans les jours suivants.

Journaliste : Que pensez-vous des dernières propositions de TSIPRAS ?

LE PRÉSIDENT : Il y a des progrès dans la négociation. Il y a des propositions nouvelles qui sont faites. Nous devons trouver un accord. La France fera tout pour que cet accord puisse sortir de la discussion. Vous savez que c'est d'abord entre les institutions et la Grèce, et ensuite cela doit être ratifié par les chefs d'Etat et de gouvernement. Cela doit être possible ce soir, nous devons tout faire pour qu'un accord soit trouvé ce soir. Et s'il ne devait pas l'être, que les bases soient telles qu'un accord soit possible dans les prochains jours.

Journaliste : Quelle va être votre position ?

LE PRÉSIDENT : Ma position est de faire, avec la Chancelière Angela MERKEL, et les discussions que nous avons déjà entre nous avec le gouvernement de TSIPRAS, que nous puissions avancer vers un accord. C'est ce que nous avons toujours recherché, la Chancelière et moi-même, de manière à ce qu'il puisse y avoir des avancées dans les négociations et ensuite une conclusion.

Je pense que la France et l'Allemagne sont conscientes que la Grèce doit rester dans la zone euro et en même temps que la Grèce doit continuer à faire des propositions pour qu'il puisse y avoir une solution durable, parce que ce que je ne veux pas, c'est que ce soit un accord partiel ou un accord limité dans le temps. Je suis pour un accord global et pour un accord durable pour que nous ne puissions pas avoir de nouveau dans les prochaines semaines, dans les prochains mois, de nouvelles interrogations sur la Grèce.

C'est pour cela que je préfère un accord global et durable, à un accord partiel, même ce soir. Je souhaite que nous puissions aller le plus loin possible vers une solution qui permette à la Grèce d'être dans la zone euro et pleinement dans la zone euro avec les responsabilités qui correspondent à cette place.

Journaliste : L'accord final est plutôt attendu pour jeudi, si je vous entends bien

LE PRÉSIDENT : Non, je pense que si nous pouvons faire ce soir c'est mieux. Si nous ne pouvons pas faire ce soir, il faut absolument que la discussion qui aura été engagée déjà depuis le début de la journée et qui sera prolongée par les chefs d'Etat et de gouvernement, puisse permettre un accord dans le meilleur délai. Il faut aller vite, parce qu'il y a trop d'interrogations, trop d'incertitudes. Il y a déjà un certain nombre de décisions qui ont été prises par la Banque centrale européenne pour y faire face, ne prolongeons pas au-delà ce délai. C'est la responsabilité de la Grèce, c'est la responsabilité aussi des institutions, et ce soir, ce sera la responsabilité des chefs d'Etat et de gouvernement.

Un bon accord est un accord qui fait que la Grèce ait de la visibilité pour faire ses choix, et en même temps que les décisions de la Grèce puissent être encadrées par les règles européennes. Un bon accord est ce qui permet à la fois de régler la question budgétaire de la Grèce, mais aussi de lui apporter les financements nécessaires et d'ouvrir une discussion sur la dette grecque pour les prochains mois. Un bon accord est aussi ce qui permet à l'Europe, notamment à travers le plan JUNCKER, de financer un

certain nombre d'investissements pour la croissance en Grèce. C'est donc un accord qui touche à la fois aux responsabilités budgétaires, aux questions financières et aux problèmes structurels de la Grèce et notamment avec la croissance qui doit être - comme d'ailleurs pour tous les pays d'Europe la priorité.

Journaliste : Vous avez rencontré Pierre LAURENT ce matin, quel a été le message ?

LE PRESIDENT : Le même. J'ai dit ce qu'était la position de la France. La France, depuis déjà plusieurs semaines, fait tout ce qu'elle peut pour rapprocher les points de vue, pour favoriser la discussion et la négociation entre la Grèce et la Commission européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne. La France fait en sorte que chacun prenne ses responsabilités et la France fait tout, avec d'ailleurs l'Allemagne, pour que la Grèce reste dans la zone euro. Merci.